

Tunisie : «Probable» hausse du taux directeur de la BCT en 2018, pour baisser l'inflation



On pourrait comprendre de sa Note sur les évolutions économiques et monétaires, publiée en décembre 2017, que la BCT (Banque Centrale de Tunisie) avait une perception plutôt négative des résultats économiques de la Tunisie. Ladite Note intervenait, plus est, après une évaluation plutôt positive faite par le chef du gouvernement, Youssef Chahed, quelques jours auparavant. Le gouverneur Chedli Ayari ne le laissait en tout cas pas voir. « Pour 2017, moi je voudrais m'accrocher au fait qu'on a fait, en matière de croissance économique, le double de ce qu'on avait fait en 2016. C'est de la petite croissance, mais je ne boude pas mon plaisir », a-t-il dit à Africanmanager, en marge de l'[interview qu'il nous accordait sur le Blockchain](#).

Il se fait même défenseur du budget de l'Etat, préparé par le GUN (Gouvernement d'union nationale), lorsqu'en réponse aux critiques de manque de vision du budget et qu'il est déjà dépassé dans les prévisions sur lesquelles il a été fait par les hausses, notamment du prix des devises et du pétrole, Ayari répond que « on lui fait [le budget économique 2018] porter ce qu'il n'est pas censé porter. Le budget économique n'est pas un document de stratégie économique. C'est un simple document comptable de recettes et de dépenses. Aucun budget au monde n'est censé contenir une vision. Au temps T, tu es obligé de confectionner un budget sur la base de l'information disponible à ce temps T et dont personne ne connaissait alors les évolutions ». Il se permet cependant de faire lui-même une critique de connaissance. « Mon seul reproche est qu'il fallait « hedger », utiliser les instruments de couverture financière quand on fait un budget. Mais ça n'existe pas chez nous. Or, il faut le faire pour se couvrir contre les hausses des taux de change, taux d'intérêt etc... ».

Entre temps, l'inflation galopait. De 5,7 % en août 2017, elle terminait, en glissement annuel, à 6,4 % quatre mois plus tard. Pronostiquée par le FMI à 4,5 % en 2017, elle est ensuite corrigée à 6,3 %. Pour 2018, le FMI dit qu'elle sera de à 6,1 % et entrerait ainsi dans un trend baissier. Elle est ainsi, selon la même source, prévue à 4,2 pour 2019 et à 3,9 pour 2020. L'inflation, faut-il le rappeler, constitue l'essentiel de la mission de la BCT, comme le stipule l'article 2 de ses statuts.

Pour l'Institut d'émission, « tout montre aujourd'hui que l'inflation est appelée à augmenter. Les drivers qui tirent l'inflation vers le haut sont là et déjà acquis. C'est la hausse de la TVA, de la taxe à la consommation, des droits de douane, la hausse des salaires et la dépréciation de la valeur du Dinar. Tous tirent vers le haut, car il y a une demande qui reste stable qui rencontrera forcément une offre qui, même si elle sera abondante, sera tout de même coûteuse avec des prix qui vont monter », explique le Gouverneur de la BCT. Et d'ajouter que « la demande est localement, celle des secteurs publics et privé et internationalement, celle de l'exportation. Une possible augmentation des salaires en 2018 va avoir un effet sur la demande par l'effet de richesse qui poussera à une anticipation par la hausse de la consommation qui pèsera lourdement sur la demande. La demande extérieure pèsera, de son côté, sur l'exportation. Avec l'arsenal de mesures dont nous disposons, nous serons amenés à peser sur la demande intérieure, en rendant le crédit plus cher, d'où l'ajustement du taux directeur ».

Comment le lui ordonnent ses statuts, la BCT ne compte pas rester les bras croisés devant cette évolution annoncée. Interrogé sur un possible ajustement vers le haut du taux directeur de la BCT comme semblent en être déjà au courant divers acteurs économiques et financiers qu'Africanmanager a rencontrés, Chedli Ayari se borne certes à un « probablement » qui lui évite de verser dans un détail qui engendrerait une probable anticipation. Et lorsqu'on insiste, il ajoute que « la BCT est engagée dans une politique, celle de veiller à la stabilité des prix. Stabilité qui a pour ennemi principal l'inflation. La BCT va donc utiliser les instruments à disposition pour maîtriser l'inflation. Un crédit plus cher, c'est moins de circulation de cash, moins de pouvoir d'achat et moins de pression sur la demande. L'autre élément est le coût du refinancement ».

L'effet de tous ces ajustements sur les prix ne devrait pas être perceptible avant le 2^{ème} et même le 3^{ème} trimestre 2018 et sera très partiel. « Implicitement, nous nous sommes donnés une inflation de 4 % comme objectif d'une inflation socialement soutenable et pour que la croissance bouge et marche, car nous estimons qu'une inflation nulle, cela ramène à la déflation. Nous considérons que l'ère d'une inflation de 3 % comme on en connaissait avant la révolution, est résolue ». Wait and See, dirait l'expression anglaise !

Source : African Manager